

rie. Ces choses-là sont le fait du Parlement—non de l'exécutif, non de la majorité, mais du Parlement lui-même.

Mon chef a dit l'autre jour, et le député d'Oxford (M. Nesbitt) le croit aussi, que certaines personnes en haut lieu semblent croire ou être convaincues qu'un régime présidentiel devrait être établi au Canada. Mon ami le député de Lambton-Kent (M. McCutcheon) en a parlé encore hier.

• (12.30 p.m.)

Quand nous étudions les régimes présidentiel et parlementaire dans nos cours de sciences politiques, nous faisons de nombreuses analyses et comparaisons. C'était une des questions préférées des examinateurs. Le régime présidentiel qui se pratique au sud de notre frontière a beaucoup de mérites, mais le régime que le gouvernement a en tête n'est pas le régime sain et vigoureux des États-Unis. Il faudrait descendre encore plus au sud pour trouver le régime qui intéresse certaines gens aujourd'hui.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Ou se tourner vers de Gaulle.

M. Macquarrie: Si on ne le trouve pas en Amérique latine, on le trouvera peut-être chez certains pays d'Europe dont les parlements sont des instruments d'ornementation, mais qui ne fonctionnent pas. Aucun membre du Congrès ou sénateur des États-Unis qui se respecte ne tolérerait un instant le rôle pusillanime que notre Parlement accorde aux comités. Je parle de l'état actuel, qui est assez déplorable, non pas de ce que peuvent envier ceux qui voudraient se débarrasser de cet instrument encombrant et réduire l'obstruction stupide et l'ennui pour les députés d'exprimer leurs opinions sur les affaires du peuple dans la chambre du peuple.

Une des qualités essentielles au bon fonctionnement du Parlement est le sens commun qui engendre le compromis. Cela se voit dans les articles 75A et 75B. On trouve, dans le 75B, une chose que le premier ministre (M. Trudeau) qualifierait probablement de stupide. C'était une omission. Je dirais en langage plus poli que cela semble quelque peu étrange. Les articles 75A et 75B pourraient constituer la base du compromis et du bon sens.

Tout débat où l'on cite Edmund Burke a du bon. Edmund Burke a dit:

Tout gouvernement—en fait tout avantage, toute jouissance que retire l'homme, toute vertu et tout acte prudent—est fondé sur la compromis et l'échange.

Bien sûr, le régime ne peut fonctionner à moins de conserver, sur toutes les questions

[M. Macquarrie.]

vitales, une attitude d'accommodement, un désir d'obtenir l'opinion générale et d'aborder de façon raisonnable l'idée de compromis dans l'institution elle-même.

L'article 75c représente et traduit quelque chose de tout à fait différent. On ne trouve dans cet article ni la sagesse du compromis ni la valeur du consensus, mais plutôt l'impatience de l'autocrate, l'obsession du pouvoir de l'esprit arrogant et le ton dur et cassant du technocrate. Voilà ce que reflète l'article 75c. Ce qui m'attriste le plus, c'est que nous ayons manqué la chance qui s'offrait à nous avec le début de cette législature-ci. Nous aurions pu effectuer des réformes judicieuses et sages, dépassant de loin celles de décembre dernier. Où trouverons-nous un homme plus modéré que le chef de l'opposition (M. Stanfield)? Où trouverons-nous un homme plus raisonnable et plus patient? Bien entendu, certains pensent que puisqu'il encourage le dialogue il est indécis, que puisqu'il est raisonnable il est faible. Ces gens commencent à voir leur erreur.

Où trouverons-nous un homme plus compréhensif que le député de Peace River (M. Baldwin)? Qui est moins rétif que lui? Qui aurions-nous pu choisir comme leader à la Chambre qui aurait mieux que lui été le vrai symbole de la bonne volonté? Et le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles)? Je le qualifie parfois de vénérable! Il est ici depuis très longtemps, il a pris la parole très souvent, mais je ne l'ai jamais entendu faire une remarque méchante ou mesquine contre l'un de ses collègues.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la Chambre.

M. Macquarrie: Comme le dit son chef: ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la Chambre. Les occasions de montrer de la bonne volonté n'ont pas manqué. La situation aurait été infiniment meilleure si le compromis avait servi de véhicule plutôt que de bulldozer. Les bulldozers démolissent et détruisent, et les choses ne sont plus jamais les mêmes après son passage.

Les leçons de décembre dernier n'ont pas porté fruit. Une fois de plus, le Parlement se livre à un débat acerbe. Et pourquoi? Aujourd'hui, l'un des chroniqueurs politiques les plus perspicaces de notre pays est M. Dalton Camp. Je vais donner lecture de ce que j'ai trouvé dans sa chronique:

Une difficulté du gouvernement Trudeau que le *New Yorker* n'a pas mentionnée, c'est une bonne dose d'arrogance et un acharnement beaucoup plus